

considérerait comme suffisantes. Je ne suis pas disposé à l'en blâmer.

Si ces rejets étaient maintenant mis en délibération, les faits pourraient être cités pour justifier l'attitude prise par le Sénat dans ces trois circonstances; mais je n'ai pas l'intention de le faire. Ce que je veux dire, c'est que si ces trois bills de redistribution furent rejetés par le Sénat pour de bonnes raisons, le même Sénat ne serait peut-être pas très blâmable, dans un autre temps, de repousser un autre bill de redistribution si les faits justifiaient cette ligne de conduite.

Puis, l'adresse nous dit que la représentation dans le Sénat doit être augmentée. Nous saluons toute nomination nouvelle à la position de sénateur, lorsque cette nomination est convenablement motivée; lorsque les nouveaux sénateurs donnent au Sénat un appoint ne faisant qu'accroître sa dignité et son influence. Les provinces de Manitoba, d'Alberta et de Saskatchewan ont droit à deux sénateurs additionnels, chacune. Quant à la Colombie-Anglaise, la loi ne lui donne pas le même droit. Mais ce n'est pas une raison pour laquelle le nombre de sénateurs de cette province ne doit pas être augmenté si la question était soumise d'une manière convenable et constitutionnelle. Nous de la gauche ne souleverions aucune objection à toute augmentation de ce genre.

Quant à cette promesse du discours du trône d'augmenter la représentation au Sénat, nous l'approuvons tous grandement.

Le discours du trône nous dit aussi que le Gouvernement a donné suite à la loi de la dernière session pour l'amélioration de l'enseignement agricole dans les différentes provinces, tel que demandé par l'opinion publique. Il est, suivant moi, de la dernière importance pour le Canada de consacrer tous les deniers dont il peut disposer, ainsi que toute son énergie, toute l'habileté de nos meilleurs spécialistes en matière d'agriculture au développement de notre sol, afin d'accroître, dans l'intérêt des consommateurs les approvisionnements du marché des vivres. Un fait très singulier et le même fait n'existe pas seulement en Canada—c'est que l'élevage des bestiaux n'est pas proportionné au chiffre de la population. Nous en élevons proportionnellement beaucoup moins qu'il y a dix ans. Ce fait est causé par la concurrence qui est maintenant moins grande pour l'élevage des bestiaux. De là vient cette insuffisance des approvisionnements à laquelle je fais

présentement allusion, et cette insuffisance cause en même temps la hausse du prix—particulièrement du mouton et du porc. Nous ne produisons pas autant de grain dans Ontario que nous le devrions. La même chose peut se dire de la province de Québec où on ne récolte pas même encore assez de fourrage et d'avoine pour nourrir les chevaux. Les Provinces maritimes sont dans la même condition, à l'exception de l'Ile-du-Prince-Edouard où l'on récolte assez pour la consommation domestique. Quant à l'agriculture elle devrait être encouragée au point de devenir "intensive"—pour me servir d'une expression ordinairement employée. Elle devrait être développée de manière que notre immense territoire, fécond comme le paradis terrestre, s'il était convenablement cultivé, puisse nous procurer une bien plus grande quantité de produits que celle que nous en tirons maintenant. Nos vergers devraient, avec un meilleur traitement produire plus abondamment qu'ils ne le font, aujourd'hui. Nos terres incultes devraient être transformées en terres productrices. La qualité de notre sol et notre climat ne font pas défaut. Sous ce rapport, la nature nous a grandement favorisés.

Une des causes d'un certain malaise que nous ressentons est, suivant moi, le fait que les cités et les villes sont devenues trop attrayantes pour les fils de fermiers. Il y a comme une course pour les distinctions sociales, et nos fils de fermiers ne cessent d'accroître excessivement la population de nos grands centres au préjudice de la population rurale qui est réduite d'autant.

Il y a, aujourd'hui, des comtés dont la population est moindre que lors de la prise du dernier recensement, tandis que la population de petites villes s'est accrue considérablement aux dépens de certains districts ruraux. Comment pourra-t-on réagir contre cet état de choses? Notre organisation actuelle produit de bons résultats; mais si la fécondité du sol nous procure de splendides moissons, il n'est pas moins vrai que l'on se plaint beaucoup de la rareté des ouvriers de ferme. Le coût de leurs services est trop élevé pour les fermiers, disent ceux-ci. L'on devrait chercher le moyen de distribuer un grand nombre des immigrants dans les districts ruraux. Comment la chose peut-elle se faire, je l'ignore; mais le gouvernement est pourvu de fonctionnaires et de spécialistes et peut, lui-même, résoudre ce problème.

L'hon. sir GEORGE ROSS.